

Bâtisseurs de Nations



Bâtisseurs de Nations

Qui sommes-nous ?

Les Bâtisseurs de Nations est un organisme sans but lucratif fondé par des résidents de la grande région de Saint-Jérôme. Actifs de façon informelle depuis plus de quinze ans, ils ont décidé, au cours du printemps 2007, de donner un cadre public à des discussions traitant des enjeux parmi les plus importants de notre époque. Comme le suggèrent les titres des conférences à venir, la capacité des humains de prospérer en embellissant la biosphère sera abordée sous plusieurs angles ; de la légitimité philosophique du progrès humain jusqu'aux principes économiques et scientifiques que nous devons respecter pour assurer un avenir aux milliers de générations futures.

Enrichir les débats au sein des partis politiques

Les démocraties modernes s'organisent principalement autour de représentants élus dont les pouvoirs légitimes émanent du consentement des gouvernés. Il est donc essentiel que les délibérations de nos élus soient au diapason avec les besoins des citoyens et débouchent sur des solutions fonctionnelles dans l'univers concret. Pour ces raisons, les membres fondateurs considèrent important d'agir au sein même des partis politiques existants. L'objectif est donc de contribuer à enrichir les débats qui s'y tiennent.

Nous sommes convaincus que l'épanouissement des êtres humains doit se faire dans un cadre librement défini par les citoyens eux-mêmes. Le res-

pect de ce principe soulève tout naturellement l'importance du concept de souveraineté. Par définition, la souveraineté d'un pays n'a de sens que si elle est totale. Cependant, nous savons tous qu'un pays ne peut agir sans prendre en considération le bien-être des autres nations et le respect de l'environnement. Quels sont alors les principes qui doivent encadrer l'expression de cette souveraineté nationale?

Qui sont membres des *Bâtisseurs de Nations* ?

Quelles formations politiques discutent beaucoup du concept de souveraineté ? La réponse s'impose évidemment d'elle-même. C'est pourquoi les membres des *Bâtisseurs de Nations* sont en majorité membres à la fois du Parti Québécois et du Bloc Québécois. La fondation de ce groupe repose d'ailleurs en bonne partie sur le désir de créer un espace de discussions commun où le concept de souveraineté pourra être abordé d'un point de vue le plus universel possible. En ce printemps 2007, les discussions se tiennent principalement dans la région de Saint-Jérôme. En conséquence, les citoyens fondateurs sont en majorité membres du Parti québécois de la circonscription provinciale de Prévost et de la circonscription fédérale de Rivière-du-Nord. Cette situation est cependant très temporaire car nous tendons la main à tous les québécois qui veulent apporter leur voix au projet.

Vous aurez sans doute remarqué que nous employons le mot *Nations* au pluriel. La raison est toute simple ; nous sommes convaincus que les besoins fondamentaux de tous les êtres humains se ressemblent beaucoup. En conséquence, nous n'aborderons pas la question de la souveraineté

des nations sous l'angle restreint du Québec et du Canada, mais bien d'un point de vue universel.

Comment définir la souveraineté politique ?

Depuis quelques siècles, le rêve d'assurer le bien commun a été au centre des délibérations les plus nobles qui soient. En quelques occasions, l'atteinte de cet objectif a nécessité de rompre certains liens politiques. Les conséquences graves et durables de telles ruptures ont exigé, de la part des peuples qui les proposaient, qu'ils déclarent les causes qui rendaient inévitables la séparation. En effet, nous rappelle la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique : « La prudence enseigne, à la vérité, que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. »

Lorsque les efforts d'émancipations économique et politique se poursuivent sur de longues périodes, il est naturel que le moyen d'atteindre le but puisse finir par être confondu avec le but lui-même. Par exemple, si une population a longtemps soutenu que son meilleur moyen d'accéder à la souveraineté politique passait par la dissolution de certains liens politiques, il est possible d'imaginer que les idées de souveraineté et de séparation puissent en venir à être confondues. Ainsi, après quelques générations à promouvoir une rupture politique, un grand danger peut alors se développer; celui d'oublier de travailler à définir les outils économiques et les institutions nécessaires à l'exercice de la souveraineté recherchée.

Au Québec, ces questions sont davantage soulevées au sein du Parti Québécois et du Bloc Québécois. Essentiellement, on y soutient l'idée que le Québec sera nécessairement souverain lorsqu'il ne fera plus parti de la confédération canadienne. Est-ce que la rupture du lien politique qui l'unit au Canada est la seule condition qui puisse assurer sa souveraineté ? Serait-il possible que les forces qui limitent la souveraineté d'un peuple ne viennent pas seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur ? Par exemple, certains demandent : « Le Canada est-il un pays souverain ? ». En effet, que signifie le concept de souveraineté dans un pays qui règle sa politique monétaire d'une façon telle que ses contribuables aient dû, depuis 20 ans, payer \$1000 milliards en frais d'intérêt sur leurs dettes pu-

bliques ? Aurait-il pu en être autrement ? La question mérite certainement d'être posée.

De toute évidence, il ne suffit pas qu'un pays ait un siège à l'ONU pour que ses citoyens aient en main tous les instruments nécessaires à l'expression pleine et entière de leur souveraineté. Quels sont donc les leviers essentiels que doivent contrôler les peuples afin d'être maîtres de leur destin ?

On dit parfois que la vie démocratique est exigeante parce qu'elle demande des citoyens capables de décider par eux-mêmes ce qui est bon pour eux et pour leur pays. De plus, ces mêmes citoyens doivent s'assurer d'avoir la liberté de mettre en œuvre ce qu'ils ont décidé. Pour reprendre une expression consacrée de la culture québécoise, la souveraineté pourrait donc se résumer à être « maîtres chez nous ».

En apparence, la discussion pourrait s'arrêter là ; nous pouvons nous entendre facilement sur la notion de souveraineté. Mais la vraie difficulté dans l'exercice de notre souveraineté ne vient pas tant de l'idée que nous en avons, mais plutôt de notre capacité à discerner les idées qui nous sont propres de celles qui pourraient nous être subtilement suggérées. Bref, sommes-nous tout aussi souverains dans notre capacité de jeter un regard lucide sur la réalité pour proposer des actions efficaces dans l'univers physique ?

En fin de compte, il semble bien que l'exercice complet de notre souveraineté exige aussi que nous soyons compétents. C'est ici que notre tâche se complique; comment savoir si nous sommes compétents ?

Et si nous construisions un pays ?

Platon disait qu'on ne peut désirer quelque chose qu'on ne connaît pas. Nous pourrions ajouter qu'on ne peut savoir qu'un choix nous est refusé lorsqu'on ne sait pas que ce choix existe. Ainsi, il est difficile pour un peuple de savoir s'il est politiquement souverain lorsqu'il n'a pas encore tenté de contrôler tous les leviers essentiels à la construction d'une vraie république. Il est donc essentiel de connaître le plein potentiel de l'humanité pour évaluer si nous sommes vraiment libres d'aller aussi loin que la réalité nous le permet.

En conséquence, pour discuter efficacement de souveraineté, nous vous proposons un long détour portant le titre ; *Économie physique et dignité humaine*. Ce titre n'est pas celui d'un livre, mais d'une collection de six livres. Chacune des six grandes

idées développées par ceux-ci sera aussi le thème d'une conférence publique.

Nous admettons d'emblée que la proposition que nous vous faisons semble audacieuse. Nous tenterons de faire la preuve que l'humanité peut prospérer indéfiniment tout en embellissant la biosphère. Concrètement, cette étude mettra en lumière les principes fondamentaux sur lesquels pourraient reposer la construction d'une république capable d'assurer le bien-être moral et physique de toute sa population. Ce projet de construction d'un pays prospère nous servira de repère à partir duquel nous tenterons d'évaluer dans quelle mesure les populations des pays démocratiques sont vraiment souveraines.

Économie physique et dignité humaine

La série de livres et les présentations multimédia qui leur seront associées, vont insister sur les liens étroits qui existent entre ce que nous appelons l'économie, c'est-à-dire les moyens de production de la richesse, et la capacité d'assurer, de façon concrète, la dignité de chaque citoyen et citoyenne.

Ci-dessous, vous trouverez une description assez brève de chacune des présentations à venir et des livres à paraître. Des résumés plus détaillés seront progressivement disponibles sur notre site Internet.

1 L'humanité en évolution: amie ou ennemie de la biosphère ?

Un parti pris pour l'humanité

Une intention humaniste sans équivoque va colorer toute la série *Économie physique et dignité humaine*. Cette intention ne découle cependant pas d'un regard étroitement *anthropique*, c'est-à-dire d'une vision du monde mettant l'humanité arbitrairement au centre de tout. L'optimisme qui se dégage de cette grande proposition fait plutôt suite à une analyse rigoureuse de ce que représente la conscience humaine comme force organisatrice de la biosphère. Notre outil d'analyse est la science, mais la source de notre émerveillement est l'humanité elle-même.

Nous sommes convaincus que le développement des capacités cognitives des humains, aux cours des âges, fut à l'image des lois de l'Univers tout entier ; orienté vers la croissance de la complexité. Créés par l'Univers, nous ne pourrions qu'être faits à son image. L'accroissement de notre capacité de transformer la réalité ne serait donc pas un cadeau

empoisonné, mais bien la plus belle des bénédictions. Les Bâtisseurs de Nations sont convaincus que nous avons tous les outils intellectuels et sociaux pour devenir maîtres de notre destin. Nous croyons avoir le potentiel de devenir les bergers de la terre car nous pouvons développer la sagesse nécessaire pour l'embellir et la protéger.

À l'opposé, plusieurs amis et protecteurs de l'environnement sont pessimistes et prônent une humanité plus modeste et moins interventionniste dans le développement de la biosphère. Ils ne croient pas que notre potentiel intellectuel nous permette un jour de « terraformer » la Terre au point d'en faire une oasis à la fois pour l'humanité et pour l'ensemble du règne animal. Pour eux, notre puissance maladroitement nous amènera toujours à détruire, aussi nobles puissent être nos intentions. Notre développement et l'immense puissance qui en découle seraient contre-nature, un accident mortel dans le processus évolutif.



Trente millions de kilomètres carrés, soit un cinquième de la surface des continents, pourraient être arrachés aux déserts et ramenés à la vie grâce à l'irrigation. Le dessalement de l'eau de mer est une étape incontournable pour assurer la survie à long terme de la moitié de l'humanité.

Une analyse rigoureuse de l'évolution de la Terre, de la vie et de l'espèce humaine va-t-elle nous amener à conclure que nous sommes la conscience de notre planète ou au contraire, son cauchemar ? Bref, l'humanité en évolution est-elle l'amie ou l'ennemie de la biosphère ?

2 Principes d'économie physique

Première partie

L'économie humaine est-elle un processus monétaire ou physique ?

Si notre enquête sur le rôle de l'humanité dans le développement de la Terre débouche sur une conclusion optimiste, devons-nous affirmer que la partie est gagnée pour autant ? Avons-nous des indices nous permettant de croire que nous pouvons nous organiser, physiquement et socialement, pour nous permettre une espérance de vie dépassant les 80 ans sans dégrader le seul vaisseau spatial que nous ayons ? À la lumière de toutes les erreurs que nous avons commises en tentant d'améliorer les conditions de vie des humains, nous pourrions facilement conclure que la preuve est loin d'être faite.

Toutes ces gaffes environnementales sont-elles le résultat d'impossibilités physiques ou seraient-elles plutôt les conséquences de maladresses culturelles et sociales ? Les populations des pays démocratiques se sont-elles suffisamment impliquées dans les processus politiques pour s'assurer que tous les outils disponibles soient mis à contribution pour conjuguer progrès et respect de la nature ?

Si nous posons la question, c'est parce que nous croyons précisément que les pays démocratiques ont peu à peu abdiqué des pans importants de leur souveraineté en abandonnant le contrôle de leurs politiques monétaires, outils indispensables à la construction de leurs infrastructures, les supports essentiels du travail humain.

Infrastructures publiques et industrielles : supports du travail humain

La preuve est faite depuis longtemps que la productivité des humains est proportionnelle à la quantité et à la qualité des infrastructures qui soutiennent les efforts de production de l'ensemble d'une société. Si les investissements nécessaires sont faits, il devient possible d'optimiser la valeur moyenne de la création de richesse de chaque travailleur. On ne parle pas de maximiser la production, parce que produire davantage n'est pas synonyme d'impact positif maximal pour les humains et la biosphère. L'embellissement de la nature et la dignité humaine doivent être les deux facettes complémentaires de la même stratégie globale.

Quels que soient les buts visés par le travail humain, le même principe doit toujours être respecté si on cherche à augmenter notre impact positif ; la

même quantité de production doit utiliser de moins en moins de travail humain. Ce critère signifie moins d'heures et moins d'efforts. On se souvient que les pharaons égyptiens ont réussi à réduire le nombre de travailleurs à l'aide de fouets... Ce modèle d'augmentation de productivité est incompetent et immoral pour des raisons évidentes. Pourtant, une visite dans une plantation de canne à sucre brésilienne ou dominicaine suffit à nous rendre compte que des techniques similaires sont malheureusement encore utilisées de nos jours.

Économiser la main-d'œuvre

Comment, alors, économiser de la main-d'œuvre tout en améliorant les conditions de travail ? Il est intéressant de constater que la stratégie clé de l'économie est précisément d'économiser la quantité de travail nécessaire à l'atteinte d'un objectif de production. Ainsi, si chaque travailleur produit mieux et davantage, la richesse collective augmente. Il est important d'insister sur l'expression « richesse collective ». En effet, ce concept inclut la valeur des infrastructures communes qu'une population se bâtit. Historiquement, l'augmentation des conditions générales de vie d'une population est plus directement liée aux infrastructures publiques et industrielles qu'aux « dépenses des ménages » au sens où il est employé dans certains pays. Ainsi, aux États-Unis, les bas impôts ont contribué à creuser une dette d'infrastructures publiques évaluée à plus de 10000 milliards de dollars. Si on ajoute à cela le faible niveau de scolarité des populations pauvres, les dettes physiques et humaines totales sont colossales.

Revenons à la nécessité d'économiser de la main-d'œuvre sans abuser des travailleurs et en diminuant le chômage. « Impossible ! », diront certains ; si on mécanise la production, des personnes vont perdre leur emploi. Cette réponse est vraie dans une société en déclin industriel qui ne sait pas comment augmenter ses investissements d'infrastructures. Étant donné que tous les pays du monde ont des déficits d'infrastructures, le but est de libérer une proportion des travailleurs occupés à fabriquer des biens de consommation pour leur permettre de fabriquer des infrastructures ainsi que des biens d'équipement destinés aux entreprises associées aux travaux publics.

Au niveau des industries individuelles, cet objectif d'économie de main-d'œuvre est assuré par une amélioration du parc d'équipements de production. Ces améliorations technologiques doivent de plus être accompagnées d'une augmentation des com-

pétences des gens aux commandes de ces machines plus performantes. Le niveau d'éducation de la main-d'œuvre est ainsi une composante essentielle d'une augmentation de la richesse. En plus de donner plus de valeur à leur travail, qui se traduit en général par une augmentation de leur salaire, les gens peuvent aussi enrichir leur tâche en utilisant davantage leur créativité. La force musculaire devrait être une composante de moins en moins importante dans les processus de production.

Combien d'infrastructures devons-nous construire?

Des études récentes sur les processus de croissance rapide de certains pays asiatiques ont permis de déterminer qu'environ 50% de toute la production industrielle devrait retourner dans les processus de production sous forme d'infrastructures publiques et industrielles. Parmi ces investissements, on retrouve notamment les réseaux routiers et ferroviaires, les égouts fluviaux et sanitaires, l'eau potable, les rues municipales et les routes nationales, les voies navigables, les systèmes de santé et d'éducation, les administrations publiques, les systèmes d'approvisionnement en énergie, etc. Les infrastructures industrielles, quant à elles, représentent tout le parc immobilier industriel privé ainsi que les parcs d'équipements de production. Toutes ces infrastructures privées et publiques doivent être entretenues et éventuellement remplacées. Les forces du marché ne peuvent pas, à elles seules, décider de tous ces investissements. Les gouvernements élus doivent se concerter avec les différents acteurs de la société civile pour maximiser l'effet des différents investissements. Nos institutions doivent jouer un rôle important dans ce processus.

De plus, le coût social relatif de ces efforts d'entretien et de construction devrait idéalement diminuer constamment par rapport à l'ensemble de l'économie. Pour y arriver, une société devrait aussi augmenter constamment sa connaissance fondamentale des lois de la nature pour augmenter la productivité de tous les outils qu'elle développe. Ainsi, il a été évalué qu'environ 5% de toute la production d'un pays devrait être consacrée à la recherche fondamentale et au développement de nouvelles technologies. La découverte de nouvelles lois de la physique permet des révolutions scientifiques qui entraînent des sauts qualitatifs importants dans les moyens de productions de l'ensemble de la société. De plus, des recherches dans les sciences de la vie permettent aux citoyens d'être mieux soignés, plus rapidement et à moindre coût. Ces

conditions ont un impact direct sur la santé des gens et sans doute aussi, sur leur joie de vivre.

La recherche du bonheur comme principe économique

En bout de ligne, toutes ces stratégies nous rapprochent de notre objectif ultime, la dignité de tous les humains dans une économie en croissance qui peut produire les surplus nécessaires à la mise au point de technologies non polluantes. Presque platement, nous pourrions dire que des gens heureux et en santé sont plus créatifs et produisent mieux et davantage. Rendre les gens heureux serait ainsi l'approche la plus rentable! Mettre le bonheur de tous les individus au centre de la science économique est fort probablement l'approche la plus compétente. En effet, la prospérité d'une population ne peut jamais être en meilleure santé que les individus qui la génèrent. Notre économie est la somme de tous nos gestes, le résultat de l'idée que nous nous faisons de la réalité et de notre rapport avec elle.

L'épanouissement de chaque individu de l'espèce humaine doit nécessairement être au centre de toute stratégie économique. Ce principe est à la fois le plus efficace et le plus désirable, pour nous et pour la biosphère. Cette conclusion, dont nous allons nous efforcer de vous démontrer le bien fondé, est-elle vraiment surprenante? Ci-dessus, dans le résumé du livre 1, nous suggérions que les processus mentaux humains, issus de l'univers, ne pouvaient qu'être faits à son image. Nous suggérions aussi que le principe fondamental qui semble animer cet univers semble être une force organisatrice qui pousse la matière vers des niveaux de complexité de plus en plus grands. L'évolution de la vie serait ainsi une conséquence immédiate et naturelle des lois de la physique. La capacité des êtres vivants de prospérer serait d'autant meilleure que leurs comportements seraient en accord avec le principe de croissance sous-jacent. Dans ce contexte, les êtres vivants les plus prolifiques ont très souvent les meilleures stratégies possibles dans le contexte particulier où ils évoluent. Dans le règne animal, ces « qualités » ne sont pas toujours des facteurs de croissance globale, la survie de certaines espèces se fait souvent au dépend de d'autres espèces ou de l'environnement local. Si les conséquences néfastes sont trop importantes pour le milieu, le nombre d'individus « très efficaces » décline par manque de ressources. Dans le cas de l'espèce humaine, notre milieu est la biosphère toute entière. Celle-ci ne pourra jamais tolérer une efficacité orientée seulement vers notre espèce.

Nous finirions par détruire notre support vital. Ayant un effet global, notre organisation sociale doit avoir un effet global positif pour l'ensemble de la biosphère. Bref, nos processus sociaux et les processus économiques qui en découlent doivent être à l'image des lois de l'univers. Nous sommes si puissants que nous sommes condamnés à être une extension consciente des lois de la nature, à jamais orientés vers un progrès positif. La planète Terre doit être un jardin et nous devons être ses jardiniers. Nous ne pouvons plus tenter de réduire notre impact environnemental; nous devons chercher à embellir la nature, jour après jour et pour l'éternité.

L'économie humaine n'est pas un processus monétaire

Finalement, il serait utile de rappeler que les êtres humains sont condamnés à vivre dans la réalité. En conséquence, notre prospérité est la conséquence des gestes concrets que nous posons et non pas le résultat de la valeur numérique que nous pourrions leur attribuer. Autrement dit, les succès économiques ne sont jamais une question d'argent. L'économie n'est pas un processus monétaire mais bien un processus physique. L'argent n'est qu'une invention pratique qui permet de concentrer le travail humain là où il est le plus utile. Dire qu'une tâche est impossible parce que le gouvernement n'a pas d'argent, est le résultat d'une incompréhension sérieuse des processus en jeu. L'économie humaine est d'abord et avant tout un processus physique. L'aspect monétaire qu'on lui rattache est secondaire et fait simplement partie des stratégies sociales que nous avons développées pour permettre ce que nous appelons des investissements physiques.

Notre livre et notre conférence sur les principes de l'économie physique contribuent à mettre en lumière que notre futur n'a rien à voir avec la situation budgétaire actuelle des gouvernements et tout à voir avec la qualité des humains impliqués dans le processus. Croire que rien n'est possible à cause de la dette nationale relève d'un mythe appelé *monétarisme*. Cette idéologie, compte tenu des dégâts qu'elle cause actuellement, ressemble de plus en plus à un cancer. *Principes d'économie physique* est le remède que nous vous proposons.

Deuxième partie

Du «free trade» à la mondialisation: serons-nous tous perdants ?

Vices privés ; bénéfices publics ?

En 1715, le Hollandais Bernard Mandeville publie *La fable des abeilles, ou les vices privés font le bien public*. Il y dénonce les fausses vertus et tente de démontrer comment la convoitise, l'orgueil et la vanité sont les vraies sources de l'opulence. Un demi-siècle plus tard, inspiré par celui-ci, l'écossais Adam Smith, célébré comme le père du libéralisme économique, écrira dans sa *Richesse des nations* que la somme des égoïsmes individuels, guidée par une main invisible, assure une allocation optimale des ressources pour le plus grand bénéfice de tous. Il ajoute que la division du travail permet à chacun d'exceller dans son domaine, assurant la prospérité de son pays. Cette efficacité accrue devant nécessairement s'appliquer à tous les pays, assure-t-il, aucune entrave à la libre circulation des marchandises et des capitaux ne doit exister. Deux siècles plus tard, ce principe plaide en faveur d'une libre compétition planétaire, seule capable d'assurer le juste prix des marchandises et d'ajuster les salaires des travailleurs. La majorité des pays du monde éliminent graduellement les obstacles à la libre circulation des biens et des capitaux.

La mondialisation est synonyme de décroissance

Cette idéologie du laisser-faire permet à toute compagnie qui le désire, de localiser ses entreprises dans des pays pauvres ou les gens acceptent des salaires de survivance. Payant la main-d'œuvre de 10 à 30 fois moins que dans les pays industrialisés, ils peuvent se permettre de faire transporter la production sur des distances pouvant atteindre 20000 km et faire un bénéfice plus grand que s'ils avaient fait fabriquer les biens dans les pays où ils sont consommés. En plus d'entraîner un gaspillage de ressources pour transporter tous ces biens, le libre échange total empêche toutes les sociétés de construire et de renouveler leurs infrastructures suffisamment pour assurer une amélioration continue des moyens de production et une augmentation des conditions de vie des travailleurs.

Cette logique libre-échangiste entraîne une baisse des salaires jusqu'à l'absurde. Comment un salarié, gagnant 30¢ de l'heure dans sa campagne chinoise, peut-il contribuer, par ses impôts, à l'amélioration des infrastructures de son pays ? Lorsque les coûts sociaux ne sont pas pris en

compte dans le calcul des prix des marchandises destinées à l'exportation, les prix de revient sont si bas que les entreprises des pays industrialisés ne peuvent plus être compétitives dans un tel marché mondial complètement déréglementé. Ces conditions entraînent, à la grandeur de la planète, une baisse des salaires et ont ainsi contribué à faire disparaître plus de 50% des emplois industriels et manufacturiers de l'Europe et de l'Amérique. Pour remplacer les emplois industriels payants qui incluaient les coûts sociaux de production, les travailleurs mis à pied sont poussés vers les petits boulots de notre soi-disant économie de services. Concrètement, cette diminution de la valeur du travail signifie qu'aujourd'hui, 40% des salariés du Québec gagnent trop peu pour pouvoir payer des impôts. Est-il surprenant que la dette publique du Québec, portions fédérale et municipale incluses, frôle alors les \$250 milliards ? Ainsi, à chaque année, près de \$15 milliards sont pillés par les paiements d'intérêts sur notre dette publique. Ces sommes ne peuvent alors pas être investies dans le maintien de notre parc industriel et de nos infrastructures publiques, qui incluent, ne l'oublions pas, les services publics comme les soins de santé et l'éducation. La mondialisation diminue la capacité de production des pays industrialisés et permet très peu aux pays pauvres d'améliorer les siennes, les salaires étant trop bas.

Les conditions physiques et salariales des économies globalisées entraînent donc un abandon du rôle essentiel de la production industrielle; assurer une augmentation réelle des salaires, c'est-à-dire un enrichissement graduel des familles et une augmentation des investissements liés aux infrastructures publiques et industrielles. Au lieu d'améliorer les conditions de vie des humains, la mondialisation consomme les individus comme de vulgaires produits d'épicerie. Un tel système ne produit pas de surplus physiques, il produit une spirale de décroissance des conditions d'existence de toutes les populations.

En conclusion, nous affirmons que non seulement la philosophie du libre échange est-elle cruelle et immorale, elle est incompatible avec les lois de la nature et viole tous les principes de l'économie physique. Bref, cette « théorie » économique est incomplète et ne peut qu'entraîner le déclin des sociétés qui la choisissent comme principe d'organisation sociale. Nous verrons qu'en tolérant les idéologies du « free trade » et de la mondialisation, nous risquons fort d'être tous perdants.

3

Pour une banque nationale au service du bien commun

Notre Banque du Canada est indépendante... de qui ?

Si vous visitez le site du Ministère des finances du Canada, en entrant l'adresse suivante; <http://www.fin.gc.ca/news00/00-098f.html>, vous allez pouvoir lire une Déclaration au Conseil d'administration de la Banque du Canada, faite en l'an 2000 par l'honorable Paul Martin, ministre des Finances du Canada. Vous pourrez y lire : «L'indépendance de la Banque du Canada et de son gouverneur est un principe important de notre système. La séparation explicite des politiques financière et monétaire est essentielle au fonctionnement adéquat de l'économie canadienne».

Notre ancien ministre des finances a omis de spécifier de qui, au juste, la Banque du Canada est «indépendante» ? Vous connaissez la réponse, n'est-ce-pas ? Il s'agit de nous, bien sûr, les citoyens canadiens. Les conséquences de cette «indépendance» sont catastrophiques et expliquent presque tous nos problèmes budgétaires. Voici un exemple. Dans un rapport au gouvernement, publié en 1993, le Vérificateur général déclare : «Les frais d'emprunt et l'effet de l'intérêt composé ont des répercussions considérables sur les déficits annuels du Canada. Depuis la Confédération jusqu'en 1991-1992, l'administration fédérale a cumulé une dette nette de 423 milliards de dollars, dont 37 milliards de dollars représentent le manque à gagner pour couvrir le coût des programmes gouvernementaux mis en oeuvre pendant toute cette période. Le reste, 386 milliards de dollars, représente le montant que le gouvernement a emprunté pour couvrir le service de la dette créée par les manques à gagner des années précédentes». En résumé, sur la dette de 423 milliards que nous avons en 1992, seulement 37 de ces milliards avaient servi à des dépenses gouvernementales ! Pourquoi notre gouvernement a-t-il emprunté, en notre nom, auprès de banques privées et d'individus, au lieu d'emprunter auprès de la Banque du Canada ? Il est important de savoir que les frais d'intérêt payés à la Banque du Canada sont ensuite versés au Gouvernement du Canada... Cette orgie de frais de financement inutiles (et illégitimes) ne faisait que commencer : entre 1995 et 2002, nous avons payé \$600 milliards en frais d'intérêts sur nos dettes publiques au Canada !

Un pays, dont les gouvernements successifs gaspillent ainsi les impôts de ses contribuables, est-il un pays souverain? Sommes-nous maîtres de la politique monétaire de notre pays? La question est loin d'être farfelue et mérite d'être posée. Depuis plus de 20 ans, des gens curieux et compétents exigent,

en vain, des réponses de nos élus. Une solution serait peut-être que nous devenions ces élus. Il y a sans doute de notre responsabilité de citoyens.

Investissements productifs à faibles taux d'intérêts

Nous allons étudier comment une banque nationale, sous la responsabilité des élus, peut procéder à une création monétaire à faibles taux d'intérêts, sans entraîner d'inflation monétaire. Nous verrons comment cet épouvantail de l'inflation est toujours utilisé pour continuer de prétendre que la création monétaire doit toujours être associée à un endettement porteur d'intérêts élevés... et privés, bien sûr.

Plusieurs vont tenter d'associer le concept de crédits productifs à bas taux d'intérêt à la philosophie créditiste. Cette association est toujours fautive et souvent de mauvaise foi. Les tenants du crédit social voulaient accorder du crédit à la consommation presque illimité à très faibles taux d'intérêt. Cette proposition aurait en effet entraîné une forte augmentation de la quantité de monnaie en circulation sans nécessairement engendrer la création de richesses utiles dans une même proportion. Si la quantité d'argent créée est plus grande que la valeur des nouveaux biens utiles produits, les dollars disponibles pour acheter un certain bien sont de plus en plus nombreux, ce qui entraîne effectivement une inflation monétaire. Cette inflation fait en sorte que les salariés veulent que leurs salaires augmentent aussi vite que les prix à la consommation, ce qui cause souvent des mouvements de grèves à répétition avec tous les désordres sociaux qu'on peut imaginer. Sous cet éclairage, les propositions des créditistes ne semblent pas efficaces pour diminuer la pauvreté. Un accès facile à du crédit ne signifie pas qu'une société réussit à réduire les coûts sociaux de la production industrielle. Il est important d'étudier le défi de l'enrichissement sous le bon angle.

Et si nous construisions un train à lévitation magnétique? Impossible, nous n'avons pas d'argent...

Il faut donc penser à des émissions de crédits orientés vers la construction et l'entretien des infrastructures publiques et industrielles. Tentons de résumer en quelques lignes pourquoi ce type de création monétaire n'est pas inflationniste.

Par exemple, notre gouvernement, par le biais de la Banque du Canada, crée (nous verrons comment) \$20 milliards pour construire un train à lévitation magnétique entre Montréal et Toronto. On pourrait

suivre à la trace un de ces dollars à partir du moment où le gouvernement le dépense. Un premier endroit où il pourrait se retrouver serait dans le compte bancaire de la compagnie qui a obtenu une partie du contrat de construction. Celle-ci le donne en général à un entrepreneur en construction qui lui va en verser une bonne partie en salaires à ses employés. Ultimement, chaque dollar se retrouve dans les poches de tous ceux qui sont directement ou indirectement impliqués dans le processus. Globalement, le résultat net est qu'une voie surélevée relie deux grandes villes et que des trains ultra-rapides y circulent. Les dollars, quant à eux, circulent dans la société et servent de moyens d'échange entre les gens. À première vue, \$20 milliards supplémentaires sont maintenant disponibles pour acheter des biens autres que le train et les voies magnétiques. Peut-on dire que beaucoup plus de dollars cherchent maintenant à acquérir une quantité de biens qui n'a pas augmenté? Le prix moyen de tous ces objets ne risque-t-il pas d'augmenter? La réponse dépend des types d'objets qui ont été construits grâce à ces nouveaux dollars.

Les investissements utiles sont les plus « payants »

Dans notre cas, la capacité accrue de transport entre les deux villes va diminuer les temps d'attente de tous ceux qui peuvent utiliser ce nouvel outil. Une emprise de voie de train permet d'économiser du travail humain pendant des siècles, il suffit de l'entretenir pour maintenir son efficacité. Les économies de travail humain sont donc immenses en raison de la longue durée de vie d'un tel projet. Si l'outil, au cours de sa vie, entraîne une diminution d'heures travaillées plus grande que les heures qui ont été nécessaires à sa construction, la dépense devient alors un investissement productif qui a un effet net d'enrichissement pour la société qui l'a financé. Les considérations financières qui entourent un projet sont toujours un reflet du processus physique qui lui est associé. Si le projet est physiquement rentable, les finances seront bonnes parce que la quantité de biens disponibles par personne aura augmenté.

Le principe est tellement simple qu'on pourrait l'illustrer avec un exemple très *terre à terre*. Si vous construisez une maison et que vous n'avez pas de marteau, vous risquez de vous appauvrir singulièrement. Ayant compris les principes de l'investissement productif, vous décidez d'arrêter vos travaux inefficaces et de vous fabriquer un marteau. Vous investissez alors cinq heures de travail,

qui ressemblent à une perte de temps, et vous reprenez le travail. Si vous terminez votre maison 80 heures plus tôt grâce à votre marteau, vous aurez économisé 75 heures que vous pourrez consacrer à la fabrication d'autres biens dont vous avez besoin pour vivre. Ainsi, à la fin de toute cette période, vous aurez la maison de vos rêves avec en prime les richesses supplémentaires que votre marteau vous a permis de créer en augmentant votre efficacité. Votre outil, en soutenant votre travail, a contribué à votre enrichissement physique. Vous pourriez associer des valeurs en dollars aux gestes que vous venez de poser et le résultat serait le même; vous pourriez conclure à un profit.

Dans le cas de notre train, il est important, ultimement, que les \$20 milliards investis entraînent la création de nouvelles richesses grâce aux économies de temps. L'histoire de l'industrialisation des pays a démontré qu'investir dans la construction d'outils qui facilitent la production est toujours « payant » physiquement. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la pauvreté des pays qui ont toujours « économisé » sur leurs dépenses d'infrastructures. Leurs revenus réels, c'est-à-dire leur production industrielle, sont très bas et leur qualité de vie l'est aussi. Ce qui est « coûteux », socialement, est de ne pas investir dans la construction de structures qui soutiennent le travail humain.

La création monétaire doit-elle tenir compte du mérite physique d'un projet?

Notre politique monétaire doit donc tenir compte de l'effet physique des projets qui sont financés par la création de nouveaux dollars. Actuellement, au Canada, 95% des nouveaux moyens d'échange créés le sont par des institutions financières. Inutile de dire que dans tous ces cas, des critères de rentabilité monétaire à court et moyen termes sont toujours ceux qui décident quels projets seront prioritairement financés. Dans un tel contexte, des gens désireux de construire un beau village alpin dans les Laurentides trouvent du financement plus facilement que ceux qui voudraient remplacer les égouts de Montréal, dont certains datent du XIXe siècle. Est-ce qu'un jouet de plusieurs milliards est physiquement plus utile que notre capacité d'évacuer et de traiter nos eaux usées? Il n'est certes pas questions d'empêcher les gens de se construire des jouets. Cet exemple nous permet cependant de nous questionner sur notre capacité, culturellement, à engendrer des profits physiques pour nous assurer de produire ce dont nous avons besoin pour prospérer proprement.

Peut-on faire diminuer les prix?

Dans notre livre *Principes d'économie physique*, nous avons vu que la richesse humaine est limitée par le temps nécessaire à la production des biens de consommation et des biens d'équipement. Plus nous pouvons diminuer les efforts liés à cette production, plus le coût social de la production diminue, ce qui entraîne un enrichissement global. Comme nous le disions plus haut, l'histoire de l'économie humaine est surtout l'histoire de la construction de tous les outils nécessaires à la diminution du coût social associé à la production.

Reprenons notre exemple d'un point de vue monétaire. Un train à lévitation magnétique, qui fonctionne proprement à l'électricité et sans bruit parce qu'il « flotte » sur un champ magnétique, permet d'économiser de la main-d'œuvre en facilitant et en accélérant le transport des marchandises sur de longues distances. Déplacer facilement les biens et les gens à 500 km/h réduit les coûts de production au point que ceux qui utilisent un tel outil peuvent créer davantage de richesses qu'ils ne le pourraient en l'absence de ce train. Si après une certaine période, par exemple de 20 ans, les richesses supplémentaires créés grâce au train dépassent en quantité et en valeur le coût du train, les nouveaux dollars en circulation ne causeront pas d'inflation. En effet, la quantité de dollars disponibles pour acheter un certain bien ne serait pas plus grande qu'avant le projet parce que la valeur des nouveaux biens créés grâce au train à augmenté davantage que le nombre de dollars. Ainsi, un investissement physiquement rentable entraîne même une diminution des prix, soit le contraire de ce que les monétaristes affirment. Si la masse monétaire, l'ensemble des dollars disponibles, augmente moins vite que la valeur des biens disponibles, l'inflation devient négative. Cette situation est possible si la création monétaire est prioritairement associée à la construction d'infrastructures industrielles et publiques utiles, c'est-à-dire capables d'entraîner une diminution des coûts de production.

L'inflation est un phénomène physique

Ultimement, on peut déduire de notre raisonnement que l'inflation est un phénomène physique et non monétaire. L'inflation, réellement, est une augmentation des coûts physiques de production liés à une baisse de la productivité des travailleurs. Une telle baisse est en général causée par une diminution des investissements dans les infrastructures qui seraient susceptibles de faciliter le travail humain.

Actuellement, nos élus s'entêtent à demander aux banques à charte de procéder à la création monétaire dont nous avons besoin pour construire de nouvelles infrastructures publiques. Ces nouveaux dollars sont ainsi toujours créés par endettement et sont porteurs d'intérêts, soit environ 5,7% par année en 2007. La situation fiscale de nos gouvernements fait en sorte que nous remboursions toujours très lentement nos emprunts. Ainsi, pour chaque milliard de dollars dont nous confions la création à une banque privée, nous allons devoir payer plus d'un milliard de dollars en frais d'intérêts sur un peu moins de 20 ans! Et cette approche, nous dit le ministre des finances, n'est pas inflationniste! Payer deux fois tous nos investissements publics serait la meilleure méthode disponible dans l'univers... Il est vraiment temps que les citoyens redeviennent souverains de leurs processus de création monétaire et fondent **une banque nationale au service du bien commun**.

Mais nos élus nous écouteront-ils? Bien sûr, puisque nous deviendrons ces élus...

4 *Énergie et espérance de vie*

La vie organise la matière inerte. Elle le fait si bien qu'elle est aujourd'hui la principale force géologique de notre planète. Elle transforme la croûte terrestre avec trois fois plus de puissance que les phénomènes thermiques associés aux volcans et à la tectonique des plaques. Pour réussir ce tour de force, la vie a besoin de vastes quantités d'énergie qu'elle puise principalement du Soleil. La photosynthèse des plantes océaniques a ainsi complètement changé la composition chimique de l'atmosphère en sécrétant tellement d'oxygène que ce gaz représente aujourd'hui 20% de sa composition. La vie animale terrestre n'aurait pu apparaître sans cette transformation radicale de l'atmosphère terrestre.

Une inspection visuelle de la surface de la Terre nous permet de constater que l'espèce humaine contribue, elle aussi, à transformer la biosphère. Pour y arriver, elle doit, comme tous les processus vivants, puiser de l'énergie dans la nature. Cette situation est tout à fait naturelle et ne représente pas une aberration en soi. Le simple fait d'utiliser de l'énergie n'est pas un problème. La situation se complique seulement si, pour y arriver, elle dégrade l'environnement qui la supporte.

Pourrions-nous résumer le problème simplement : « L'humanité peut-elle, comme les autres processus vivants, utiliser de l'énergie en abondance sans dé-

tériorer son environnement? ». Si nous réussissions à mettre au point les solutions technologiques nous permettant de répondre « oui » à la question, pourrions-nous alors nous réconcilier avec nos besoins énergétiques croissants? Nous sommes sans doute nombreux à être tentés de répondre par l'affirmative.

Pourquoi est-il si important que nous puissions augmenter notre consommation d'énergie? Tout simplement pour permettre à chaque être humain de vivre une vie digne. L'espérance de vie d'une population est proportionnelle à la quantité de richesses physiques qu'elle produit. Cette production industrielle implique la transformation de la matière et exige de l'énergie. Combien d'énergie? Voici quelques chiffres.

À l'échelle de la planète, nous utilisons une moyenne de 2000 watts par personne, 24 heures par jour. Les sources d'énergies sont multiples mais peuvent toutes être converties en watts pour faciliter la discussion. Malheureusement, à l'heure actuelle, l'accès à l'énergie est très variable d'un pays à l'autre. Cela va de 30 watts par personne à Haïti jusqu'à 11000 watts par personne au Canada. Si nous excluons de notre analyse les pays dont la prévalence du VIH/SIDA augmente le taux de mortalité, on constate qu'un accès limité à l'énergie maintient l'espérance de vie aux environs de 40 ans. De plus, les conditions de ces vies écourtées sont très inférieures à celles qu'on retrouve dans les pays industrialisés. Les pays qui utilisent plus de 6500 watts par personne ont des conditions de vie voisines de celles du Québec avec une espérance de vie s'approchant de 80 ans. Le Japon, la France et la Suisse sont les pays qui performant le mieux en ce qui a trait au rapport entre l'utilisation de l'énergie et l'espérance de vie. Des conditions climatiques modérées et une certaine densité démographique expliquent en partie cette situation.

De ces quelques chiffres, nous pouvons tirer un constat presque brutal; l'humanité devrait consommer trois fois plus d'énergie pour éradiquer la pauvreté! Certains voient cette exigence comme un mur infranchissable. Ils appuient leur pessimisme sur le fait que nous savons que vers le milieu du siècle, les carburants fossiles seront épuisés si nous ne sommes pas assez sages pour les abandonner au plus tôt, compte tenu de la pollution qu'ils engendrent.

Pouvons-nous passer ce « test du feu » que nos besoins croissants en énergie représentent. Une analyse de cet immense défi est parsemée

d'embûches en raison des émotions intenses associées à une certaine culpabilité que nous avons développée face à l'énergie et à la pollution.

Pour naviguer dans ces eaux troubles et houleuses, nous allons vous suggérer une approche de type ingénierie. Nous allons garder notre calme et analyser simplement les options qui s'offrent à nous. Nous ne négligerons aucun détail pour que toutes les personnes intéressées s'y retrouvent. Nous prendrons même le temps de comprendre ce qu'est un watt et comment trouver une équivalence entre une tonne de charbon et des kilowatts/heures. Ensuite, nous passerons en revues toutes les technologies disponibles, présentes et futures, susceptibles de remplacer les carburants fossiles. Nous tâcherons de maîtriser les rudiments des énergies éolienne et solaire, de la production des biocarburants, de l'hydroélectricité, de l'énergie géothermique, de l'énergie nucléaire de quatrième génération (qui permettrait de détruire à jamais les déchets nucléaires) et de l'énergie du futur, la fusion des noyaux d'hydrogène, la source d'énergie du Soleil.

Comme vous le verrez, cette recherche sur l'énergie débouchera sur une conclusion optimiste, non pas strictement pour des raisons techniques, mais parce qu'elle sera l'occasion d'illustrer le fait que la source d'énergie la plus inépuisable qui soit est le génie créatif humain.

5 Terraformer la Terre et Réindustrialiser le Québec

Les Québécois pourraient-ils produire ce qu'ils consomment ?

Les inventeurs du Québec ne sont plus surpris des coûts de fabrication des entreprises québécoises. En effet, les prix demandés par les manufacturiers sont toujours dix fois plus élevés au Québec qu'en Chine ou en Inde. Pourquoi ? Parce qu'au Québec, les prix incluent les frais encourus par l'ensemble de la société pour soutenir chacune des personnes associées à la fabrication. Les taxes et les impôts perçus lors du processus manufacturier permettent d'assumer les coûts des infrastructures tels que l'énergie, les réseaux de transport, l'eau potable et les égouts, les soins de santé, l'éducation, etc. Les québécois importent donc beaucoup de produits manufacturés des pays du tiers-monde. Par exemple, en 2005, nous avons importés des biens pour une valeur totale de \$10 milliards auprès des cinq pays suivants : la Chine, l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et le Mexique. Si nous avons payé ces gens

un prix honnête pour leurs produits, afin de leur permettre d'assumer tous les coûts sociaux reliés à cette production, nous aurions dû payer, au bas mot, environ \$100 milliards par année. À l'échelle du Canada, ce chiffre atteint donc \$400 milliards ! Dans ce contexte, comment comprendre la fierté de notre gouvernement d'avoir consacré 3,6 milliards... à l'aide étrangère en 2005 ?

Pour faire cesser cette injustice, il nous faudrait fabriquer tous ces biens nous-mêmes ou produire l'équivalent de \$90 milliards d'autres biens que nous pourrions exporter et dont le produit de la vente nous permettrait de payer un prix honnête pour nos importations en provenance des pays en développement.

La valeur totale des infrastructures nécessaires à la production, dans un pays nordique industrialisé, correspond à environ quatre fois la valeur annuelle des produits manufacturés. Il nous faudrait donc investir plus de \$350 milliards, au Québec seulement, pour pouvoir produire l'équivalent de ce que nous consommons sans léser une partie de l'humanité. Un défi qui exigera au moins 25 années de décisions intelligentes.

Croyez-vous que la politique monétaire actuelle du Canada permettrait un tel investissement physique ? Si la raison s'emparait soudainement de nous et que nous faisons les changements monétaires nécessaires, quelles seraient les priorités d'un effort de reconstruction de nos infrastructures publiques et industrielles ? Lors de cette conférence, nous vous proposerons un **Programme de réindustrialisation du Québec**.

6 Vers une communauté de républiques souveraines

Nous tenons pour évidentes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Extrait de la déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, 4 juillet 1776

Avec l'invention de l'écriture par les Sumériens, il y a plus de 5000 ans, naissait ce que nous appelons l'histoire humaine. Les textes retrouvés nous font revivre la grande aventure d'une succession de civilisations s'efforçant de structurer la vie en société et de donner un sens à la vie humaine. Pour la plupart des êtres humains ayant vécu avant la renais-

sance, la vie fut synonyme de survie et de soumission au seigneur de guerre ou au propriétaire terrien, qui avait droit de vie ou de mort sur ses serfs. La servitude de la majorité paraissait aussi indiscutable que la force de gravité. L'espérance de vie ne dépassa jamais trente ans. En 1345, la chute des empires bancaires des Bardis et des Perruzis de Florence consacra le début du pire crash financier de l'histoire humaine. L'effondrement de la production physique, associée à l'arrivée de la peste bubonique, entraîna la mort de plus de 30 millions de personnes. La moitié des villages disparurent et le Moyen-Âge qui s'en suivit est considéré par plusieurs historiens comme la période la plus sombre de l'histoire humaine.

Tous les humains sont créés égaux ; une idée neuve pour l'Europe

Vers le XV^{ème} siècle, les différentes oligarchies perdirent beaucoup de leur puissance et de leur lustre. Par milliers, des humanistes commencèrent à oser remettre en question le pouvoir absolu de ces élites déchues. Après plus d'un siècle de noirceur, le Concile de Florence, sous le leadership du Cardinal Nicolas de Cues, réussit à unifier les Églises d'Orient et d'Occident autour de l'idée fondamentale que tous les humains sont créés à l'image de leur créateur. Cette idée, révolutionnaire pour l'époque, jeta les bases du grand projet de Louis XI en France, soit celui d'une unité politique et économique autour du concept de bien commun. L'état et la population devenaient partenaires d'un état-nation qui soutiendrait le développement de l'être humain dans le territoire qui est le sien. Ce développement reposait sur l'idée de république, c'est-à-dire d'un gouvernement qui travaille à l'enrichissement physique et culturel de la population, au bien commun de la nation, plutôt que de se livrer au pillage organisé d'un empire.

L'Oganisation Mondiale du Commerce (OMC) ne protège aucun citoyen

Le vent néo-libéral qui souffle sur le 21^e siècle présente l'OMC comme un rouleau compresseur sans marche arrière dans sa boîte de vitesse. Inutile de résister ; les plus rusés doivent plutôt s'adapter pour survivre dans cette inévitable jungle économique où chaque humain doit se battre contre tous ses semblables. Cette guerre perpétuelle nous est présentée comme la seule façon de nous assurer que nous payons un prix juste pour nos marchandises et que cette compétition absolue, va, à l'aide de la main invisible d'Adam Smith, assurer le bonheur de tous. Un pays qui s'aviserait de ne pas sauter dans

le train de la globalisation devra affronter la menace de ne plus pouvoir commercer avec le reste de la planète. Remarquons que le prix pour monter à bord du train est très élevé, chaque nation devant renoncer à toute politique visant à protéger ses citoyens. Abdiquer sa souveraineté pour goûter les supposés bienfaits de la compétition absolue, voilà la seule garantie que nous procure l'OMC.

Seuls des états-nations souverains veulent, et peuvent, protéger leurs citoyens

Les organisations économiques supranationales ne protégeront jamais que leurs commanditaires. Même si l'émergence d'une communauté de républiques vraiment souveraines peut paraître lointaine et improbable, les populations du monde n'ont d'autre choix que de tout faire pour reprendre le pouvoir qu'elles sont les seules à avoir le droit de détenir. Les droits à «la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur» ne pourront jamais être assurés par des pays ayant abdicé leur souveraineté économique et politique. Seule une communauté de républiques souveraines, commerçant librement entre elles, pourra réellement travailler à faire de la dignité la condition naturelle d'existence de l'espèce humaine.

Jean Vigneault
Mai 2007